



COMMUNIQUE DU GSEN-EDFGDF "AFFAIRE" *BRITISH ENERGY*

Le Conseil d'administration d'EDF s'apprête à entériner **mercredi 17 septembre** le rachat de *BRITISH ENERGY* au Gouvernement britannique et à des fonds d'investissements pour une somme de **quinze milliards d'Euros**.

Le GSEN-EDFGDF a analysé de manière complète ce dossier et a décidé unanimement, après discussion approfondie, le 13 septembre de prendre position **contre** ce projet. Compte-tenu de l'enjeu national et international et, de la façon dont il semble être l'élément précurseur d'un remodelage inquiétant à venir du nucléaire français, il croit indispensable de le faire savoir.

Les principales raisons de s'opposer à ce projet sont, d'après nous, les suivantes :

- 1) Les actifs nucléaires de BE sont obsolètes : sept réacteurs sur 8 devront être déclassés sous dix ans et sont de modèles dépassés (AGR, graphite gaz), propres au Royaume-Uni et abandonnés depuis. Un seul (centrale de *Sizewell*) correspond à la technologie à eau pressurisée, a priori sûre et maîtrisée par EDF.
- 2) Une telle acquisition ne garantit en rien l'accès à davantage de sites potentiels, en plus de ceux qu'EDF détient déjà pour la réalisation de son objectif de construction d'une petite "série" de nouvelles centrales nucléaires EPR que le Gouvernement britannique envisagerait. EDF a déjà acquis deux sites hors *British Energy*, où elle a déjà commencé des travaux. Des sites supplémentaires peuvent aussi être acquis, hors *British Energy*, plus économiquement et sans ces servitudes, beaucoup plus aisément. L'ambition d'EDF de participer à la "renaissance" annoncée du nucléaire britannique ne serait donc en rien contrariée, si elle renonçait purement et simplement à l'acquisition de *British Energy*, pour laquelle elle est d'ailleurs le seul candidat en lice. Aucune "rétorsion" de la part du Gouvernement britannique n'est concevable et susceptible d'être appliquée à EDF, investisseur potentiel de 16 milliards d'Euro pour la construction de quatre EPR en Grande-Bretagne. Les dossiers "*construction des nouveaux EPR par EDF*" (16 milliards d'Euro) d'une part et, "*rachat de British Energy*" sont clairement distincts, contrairement à ce que tentent de faire accroire aujourd'hui les dirigeants d'EDF.
- 3) Outre le risque déraisonnable qu'il ferait courir à cet acteur essentiel du nucléaire français et la responsabilité extraordinaire qu'il lui faudrait endosser devant la population britannique, la dépense considérable et stérile qu'elle représenterait pour EDF (équivalente aux coûts de la construction de quatre réacteurs nucléaires EPR, elle seule génératrice d'activité économique et d'emploi) ne trouverait-elle pas mieux à s'employer dans notre pays ? Ne conduit-elle pas mécaniquement à de nouvelles augmentations de prix de l'électricité, à des restrictions salariales, ou à négliger les exigences de la maintenance et de la sûreté des installations sur notre territoire ?

Enfin, ce projet, qui, on le voit, est déjà incompréhensible en soi pour les professionnels et source d'une réelle inquiétude au sein des équipes d'une entreprise, qui a su pourtant, comme établissement public, par le passé montrer sa capacité à mener à bien le programme nucléaire français de manière exemplaire, apparaît comme la première étape d'un plan de restructuration et d'appropriation de l'industrie nucléaire française, au profit de quelques intérêts privés déjà déclarés. La cession de terrains d'*Areva* dans la vallée du Rhône à *Suez*, l'annonce tonitruante d'une offre de centrale nucléaire par *Suez-Total-Areva* aux Emirats Arabes Unis, dans le golfe persique, sont autant de marques d'une volonté politique de signifier que le nucléaire peut et doit désormais être régi uniquement par des règles financières privées. Le rachat de *British Energy*, indépendamment des caractéristiques exécrables intrinsèques de ce projet, relèverait alors d'un processus désordonné et irresponsable de déstabilisation du système nucléaire français, au profit d'un remodelage futur, orchestré au sommet. S'agissant du nucléaire, une industrie qui, rappelons-le, n'est pas comme les autres, ce projet de rachat de *British Energy* et cet avenir industriel qui s'ébauche subrepticement sont lourds de menaces. Ils méritent autre chose que ce climat de secret d'initiés et ce silence irresponsable, dont on cherche trop évidemment à les entourer, avec la complicité de médias directement dépendant des mêmes intérêts..

Le **GSEN-EDFGDF** estime dans ces conditions qu'il est tout bonnement raisonnable d'interrompre, dès ce stade, un processus aussi évidemment désastreux et de faire en sorte que, sur un sujet aussi essentiel et engageant pour l'avenir de la nation, la transparence soit naturellement assurée, la représentation nationale normalement saisie et la démocratie pleinement exercée.